

De l'intérêt des bibliothèques nationales pour l'Open Access

AMANDINE WALLON

amandine.wallon@univ-paris1.fr

Amandine Wallon est conservateur à la bibliothèque Cujas. Cet article est le prolongement de son mémoire d'étude de l'Enssib, Signalement et valorisation des ressources libres en LSH par les bibliothèques universitaires et de recherche : une mission, un défi ?, 2013.

Il y a de cela dix ans, la *Déclaration de Berlin sur le libre accès à la connaissance en sciences exactes, sciences de la vie, sciences humaines et sociales*¹, désormais reconnue comme l'un des textes fondateurs du mouvement de l'Open Access (OA), précisait les deux conditions requises pour qu'une publication soit dite de libre accès :

- l'attribution d'un droit d'accès « gratuit, irrévocable et mondial » et d'une licence de réutilisation, d'une part;
- l'archivage électronique de sa version complète, d'autre part.

À ce jour, quatre bibliothèques nationales figurent parmi les 451 signataires² de ce texte : la Bibliothèque royale du Danemark, la Bibliothèque royale de Suède, la Biblioteca de Catalunya et la Bibliothèque nationale islandaise. Cela paraît bien peu et interroge sur les raisons qui pourraient pousser ces établissements à s'intéresser à la pratique de la diffusion en ligne, sans intermédiation et sans barrière financière, de la littérature scientifique.

Tout d'abord, la *Déclaration de Berlin* embrasse dans sa définition du libre accès non seulement les données et travaux de la recherche mais

aussi les biens culturels : « Nous définissons le libre accès comme une source universelle de la connaissance humaine et du patrimoine culturel ayant recueilli l'approbation de la communauté scientifique³. » Permettre à tous d'accéder à « la connaissance, la pensée, la culture et l'information⁴ » est un des engagements des bibliothèques publiques. Certes, « [l]e fonds commun de la pensée et de l'information scientifiques [déjà] de libre parcours⁵. » Toutefois la tendance aujourd'hui est à une privatisation du savoir. Peuvent être évoqués ici le phénomène d'extension du domaine du brevetable (au vivant, aux mathématiques, aux découvertes elles-mêmes), l'allongement de la durée des droits d'auteur et l'octroi d'une protection juridique aux « *digital barbed wire*⁶ » (« fils de fer barbelés numé-

3. *Déclaration de Berlin*, *ibid.*

4. *Manifeste de l'Unesco sur la bibliothèque publique*, 1994 : www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html

5. Marie Cornu, « Création scientifique et statut d'auteur », *Hermès*, n° 57, « Sciences.com. Libre accès et science ouverte », 2010, p. 89.

6. Ce phénomène est étudié par James Boyle qui parle de « *second mouvement des enclosures* ». À l'ère des réseaux, soutient-il, la vision de la propriété intellectuelle a changé. Si les possibilités de partage et de démultiplication des connaissances n'ont jamais été aussi considérables, au même moment, les mesures de protection se durcissent, non seulement techniques, mais surtout économiques. James Boyle, « The second enclosure movement and the construction of the public domain », *Law & Contemporary Problems*, vol. 66, n° 33, hiver-printemps 2003 : www.law.duke.edu/pd/papers/boyle.pdf

1. *Déclaration de Berlin sur le libre accès à la connaissance en sciences exactes, sciences de la vie, sciences humaines et sociales*, 22 octobre 2003, <http://openaccess.inist.fr/?Declaration-de-Berlin-sur-le-Libre>

2. 451 signataires à la date du 27 octobre 2013 : <http://openaccess.mpg.de/319790/Signatories>

riques»). Les bibliothèques nationales peuvent dès lors soutenir l'émergence de nouveaux modèles de diffusion de l'information.

Les bibliothèques nationales se sont saisies de la question de l'Open Access à des degrés divers. Certaines ont usé de leur position stratégique pour défendre la cause du libre et engager le politique à s'y intéresser à son tour. D'autres ont choisi de mettre à profit leurs compétences et leurs moyens pour faire avancer un dossier particulier, qu'il s'agisse de signalement, d'archivage ou d'édition électronique. D'autres encore ont voulu s'associer au mouvement de l'OA par la libre publication de leurs ressources sur internet.

Les bibliothèques nationales, fers de lance du libre accès

Les bibliothèques nationales sont parmi les institutions clés susceptibles d'œuvrer pour la promotion du libre accès en raison de leur proximité avec les instances de décision nationales, d'une part, et les décideurs des établissements de recherche et universitaires d'autre part. C'est d'ailleurs tout naturellement qu'elles peuvent se positionner dans le débat national sur l'Open Access car, «*gardiennes du patrimoine intellectuel de la nation*⁷», elles ont pour mission essentielle d'assurer l'accès aux savoirs, à ce que d'aucuns appellent les «*biens communs de la connaissance*⁸». Enfin, du fait de leur positionnement singulier, elles sont à même de mettre en cohérence l'ensemble des actions engagées sur le territoire en faveur de l'accès libre.

Les bibliothèques nationales en faveur de la libre circulation des savoirs

Il est bon de rappeler tout d'abord que la généralisation du libre accès aux résultats de la recherche est un défi au modèle traditionnel de l'édition commerciale à but lucratif, défi qui puise sa légitimité dans trois ordres de rationalité distincts⁹ :

- *technique*, dans la mesure où il vise à revivifier et élargir la pratique de la communication directe entre chercheurs ;
- *économique*, il propose de surmonter l'obstacle du coût – causé par l'inflation vertigineuse de certaines revues scientifiques – avec de nouveaux modèles de publication, fondés sur la gratuité et l'ouverture ;
- *politique*, il répond à l'attente collective de partage global des connaissances, d'accès égalitaire au savoir.

Les bibliothèques, particulièrement les bibliothèques de recherche nord-américaines, sont les premières affectées par l'augmentation vertigineuse du coût de l'accès aux ressources et les premières, aussi, à réagir. Le point de rupture est à situer au début des années 1990¹⁰. Face à la logique des *enclosures* et de la mainmise commerciale sur la disponibilité des savoirs, elles pensent d'autres manières de mettre à disposition les biens informationnels et cognitifs.

Les bibliothèques nationales sont aptes à fournir des outils pour repenser l'économie de l'édition savante. L'information scientifique peut ainsi être considérée à la fois comme «*bien commun*», puisqu'elle n'existe que dans le partage d'acquis, et comme «*bien public*» lorsqu'elle est élaborée sous la direction de chercheurs et savants rémunérés sur crédits publics. Or, le mouvement de l'Open Access fait appel à cette notion de «*bien*

public¹¹», né de la conjonction de la volonté des chercheurs de publier le fruit de leurs recherches sans rétribution et de l'opportunité du web, pour justifier le principe de libre accès aux publications scientifiques.

Susciter une culture du dépôt, faire des archives ouvertes un outil incitatif et convaincre les scientifiques des bienfaits du libre accès, c'est ce à quoi s'emploie par exemple la Bibliothèque nationale de Serbie à travers le projet «*DOISerbiaThesis*» qui vise à persuader les jeunes chercheurs de déposer leur thèse, et leurs travaux futurs, dans les archives institutionnelles. L'attribution d'un identifiant unique (un DOI¹²) aux thèses de doctorat soutenues dans les universités de Serbie permet aux auteurs de mesurer l'usage de leur publication. L'idée est la même que celle exprimée par Bernard Rentier vis-à-vis du dépôt obligatoire des articles dans ORBi (Open Repository and Bibliography¹³) : «*Le meilleur incitant est l'augmentation significative de la lecture [...] et, par conséquent, l'augmentation de leur index de citation*¹⁴.» «*Toutes les thèses de doctorat seront disponibles en OA. DOISerbiaThesis deviendra un contributeur du portail DART Europe*¹⁵ et les chercheurs serbes publieront en OA¹⁶.»

En somme, les bibliothèques nationales peuvent tirer parti des missions qui leur incombent en tant qu'institutions scientifiques pour assurer la diffusion de la production scientifique nationale la plus large possible. Puisque la finalité de l'Open Access est effectivement d'accroître la visibilité et de faciliter l'accès aux publications des chercheurs et que,

7. Bas Savenije, «*Open Access : Challenges for National Libraries*», 76^e Congrès de l'IFLA, Göteborg, 14 août 2010 : www.kb.nl/sites/default/files/staff/savenije/2010_ifla.pdf

8. Valérie Peugeot, «*Les biens communs, une utopie pragmatique*», Association Vecam, *Libres savoirs : les biens communs de la connaissance*, C&F éditions, 2011, p. 15.

9. Pierre Mounier, «*Le libre accès : entre idéal et nécessité*», *Hermès*, n° 57, «*Sciences.com. Libre accès et science ouverte*», 2010, p. 23-24.

10. Jean-Michel Salaün, «*Libre accès aux ressources scientifiques et place des bibliothèques*», *Bulletin des bibliothèques de France*, 2004, n° 6. En ligne : <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2004-06-0020-003>

11. *Budapest Open Access Initiative*, 14 février 2002, Budapest : «*An old tradition and a new technology have converged to make possible an unprecedented public good*».

www.soros.org/openaccess/read

12. Digital Object Identifier.

13. <http://orbi.ulg.ac.be>

14. Bernard Rentier, «*Chercheurs, vos papiers ! Les dépôts institutionnels obligatoires*», *Hermès*, n° 57, «*Sciences.com. Libre accès et science ouverte*», 2010, p. 108.

15. The DART-Europe E-theses Portal : www.dart-europe.eu/basic-search.php

16. Electronic Information For Libraries (EIFL), «*The winners of EIFL OA advocacy call for proposals*», 9 juillet 2013 : www.eifl.net/news/winners-eifl-oa-advocacy-call-proposals

par ailleurs, la recherche scientifique est considérée comme un enjeu stratégique et géopolitique à l'échelle nationale, à l'ère des réseaux, le soutien au libre accès entre tout à fait dans le champ d'action des bibliothèques nationales.

Les bibliothèques nationales aptes à porter un projet politique

Le politique s'est emparé plus récemment de l'idéal d'une science ouverte sur le monde. La « *dimension politique des différentes déclarations* » qui ont accompagné le développement du mouvement Open Access a « *pr[is] de l'ampleur au cours des dix dernières années*¹⁷ ». À partir de 2003 et la *Déclaration de Berlin*, les institutions de recherche et les bailleurs de fonds s'engagent manifestement pour l'accès libre. Sont en jeu la visibilité des publications scientifiques, la possibilité de croissance et de développement par l'innovation et l'obtention de nouveaux financements. Un glissement s'opère progressivement, du soutien à l'accès libre à la défense d'un accès public. Le subventionnement de l'activité scientifique étant majoritairement public, l'idée d'un juste retour d'investissement gagne en importance : le contribuable devrait pouvoir bénéficier du fruit des avancées de la recherche.

Les bibliothèques nationales se retrouvent précisément à la croisée de ces deux dynamiques. Jan Hagerlid, du département de la Coopération nationale de la Bibliothèque royale de Suède, souligne ainsi qu'« *une bibliothèque nationale peut agir avec succès comme un catalyseur en rapprochant les principaux organismes de recherche et les bibliothèques de recherche dans le but de faire avancer l'agenda du libre accès [...] parce qu'elle est généralement placée directement sous la tutelle du gouvernement, au point le plus proche de l'élaboration des politiques nationales*¹⁸ ».

17. Valérie-Laure Benabou, « Les publications scientifiques : faut-il choisir entre libre accès et libre recherche? », *Hermès*, n° 57, « Sciences.com, libre accès et science ouverte », 2010, p. 96.

18. Jan Hagerlid, « The role of the national

C'est ainsi que la Bibliothèque nationale de Suède est parvenue à intéresser le ministère de l'Éducation et de la Recherche (Utbildningsdepartementet) aux problématiques du libre accès et à nouer des partenariats fructueux avec les instances nationales de la recherche – dont le Conseil de la recherche scientifique (Swedish Research Council), agence gouvernementale placée sous l'autorité du ministère susnommé.

Les bibliothèques nationales coordinatrices des actions pro Open Access

Afin de parvenir à une politique nationale en matière de libre accès, les organismes de recherche, les bibliothèques, les agences de financement et les ministères concernés – ceux de l'enseignement supérieur et de la recherche – doivent pouvoir échanger des points de vue.

En Suède, c'est sous l'égide de la Kungliga Biblioteket (KB) que le débat s'est instauré. Dans les années 1990, le gouvernement suédois confie à la Bibliothèque nationale la tâche de coordonner les bibliothèques de recherche du pays afin de diffuser l'information scientifique et technique. Ce rôle de coordination s'élargit ensuite, le département de la Coopération nationale de la KB travaillant étroitement non seulement avec les bibliothèques universitaires mais aussi avec les bibliothèques publiques. Son soutien à l'accès libre est défini et formalisé en 2006 avec le projet *Openaccess.se*¹⁹ qui, après une évaluation par des experts extérieurs en 2009, devient un programme pérenne en 2010.

L'actuel coordinateur du programme, Ulf Kronman, explique qu'« *à l'automne 2012, le gouvernement, dans son projet de loi sur la recherche 2013-2016, a délégué au Swedish Research Council (SRC) la responsabilité de coordonner l'action des organismes financeurs de la recherche suédoise pour garantir un accès gratuit aux résultats*

library as a catalyst for an open access agenda : the experience in Sweden », *Interlending & Document Supply*, vol. 39, n° 2, 2011, p. 115.

19. www.kb.se/openaccess

*de la recherche*²⁰ ». Le statut de chef de file passe ainsi en quelque sorte de la Bibliothèque nationale au SRC, ce que ne déplore pas Ulf Kronman. D'après lui, dans la mesure où le SRC est lui-même un organisme financeur de la recherche, il apparaît naturel qu'il s'engage dans la coordination des politiques d'obligation de dépôt des travaux scientifiques (*Open Access mandates*).

La Bibliothèque nationale, quant à elle, a toute légitimité à coopérer avec le SRC mais aussi à soutenir les bibliothèques universitaires et les chercheurs en cette période de transition entre l'ancien modèle de l'abonnement et le nouveau modèle du libre accès. Ses activités dans le champ de l'OA relèvent de l'aide à la décision auprès des organismes de recherche – qui souhaitent inciter au dépôt dans les archives ouvertes – et des universités qui doivent gérer la montée en puissance de la libre publication de la recherche (et ce que cela implique en termes d'exercice des droits d'auteur ou d'opportunité de promotion professionnelle des enseignants-chercheurs). Au sein du programme *Openaccess.se*, la Bibliothèque nationale organise des rencontres et des ateliers, ainsi qu'une conférence annuelle (« *Meetingplace Open Access* »); elle finance des projets liés au libre accès et, à ce titre, subventionne principalement l'infrastructure pour l'OA.

Si elle a pu prendre la tête de ce programme et réussir à jouer pleinement son rôle de coordinateur et de facilitateur pour le libre accès, c'est qu'« *elle a été perçue comme neutre eu égard aux intérêts des diverses parties impliquées dans le projet* » (Jan Hagerlid). Le monde de la recherche est concurrentiel, les universités courent après les financements et, comme dans une compétition, chacun veut être meilleur que son adversaire. En ce sens, comme le souligne Jan Hagerlid, « *le programme OpenAccess.se a offert une*

20. Source : entretien avec Ulf Kronman, coordinateur du programme *OpenAccess.se* à la National Library of Sweden, 26 septembre 2013. Je tiens ici à le remercier chaleureusement pour sa patience, sa disponibilité et les informations précieuses qu'il a bien voulu me transmettre.

arène où tous ont pu coopérer de la façon la plus féconde possible». Une bibliothèque nationale présente un dernier atout pour endosser un rôle important dans le soutien au libre accès, celui précisément de son statut national et de sa vocation à défendre des intérêts nationaux.

Les bibliothèques nationales, têtes de réseau

Les bibliothèques nationales ne pilotent pas toutes le développement du libre accès aux résultats de la recherche. Les initiatives en faveur de l'Open Access sont très souvent portées par des acteurs du monde de la recherche, plus proches des producteurs. Mais si elles ne jouent pas les chefs d'orchestre, les bibliothèques nationales peuvent cependant participer à la mise en musique de l'Open Access en mettant leur expertise et leur savoir-faire technique au service de projets d'envergure nationale et internationale.

Unifier l'accès aux libres publications

La force des bibliothèques nationales repose en la qualité de leurs infrastructures numériques – dédiées à la collecte, au catalogage, à la conservation et à l'enrichissement du patrimoine national²¹. Or, dans le contexte économique actuel et étant donné les conditions nouvelles du marché mondial de l'information scientifique, elles ont pour objectif de faciliter le travail en réseau et de mutualiser leurs services avec d'autres institutions. Ainsi ont-elles les moyens de développer les solutions techniques appropriées pour centraliser et interconnecter les données de la recherche et de l'enseignement.

Les bibliothèques nationales sont de taille à assumer la fonction hautement stratégique d'unifier l'accès aux

publications issues de la recherche scientifique nationale. Peut être cité l'exemple de *Nzresearch.org.nz*²², le portail web de recherche et de diffusion des ressources scientifiques en Open Access produites par les universités, les écoles et autres institutions de recherche de Nouvelle-Zélande. Conçu et géré par la Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande, *Nzresearch.org.nz* est un site qui résulte du moissonnage ciblé des métadonnées des documents (articles, actes de conférence, mémoires, etc.) déposés dans les archives ouvertes du pays. Ce service met en exergue les sources de données indexées et, partant, valorise les dépôts institutionnels et promeut la voie verte de l'Open Access. Il contribue au partage et à la découverte de l'information scientifique et technique en poussant les données au-delà des seules communautés de recherche initialement concernées. Le défi est de faire communiquer et coopérer les différents participants – pourtant adversaires dans la course à l'excellence et à la productivité scientifiques – autour des problématiques de normalisation des métadonnées et d'intégration de données dans une interface de recherche unique.

Fédérer les initiatives en matière d'archives ouvertes

Dans le domaine des archives ouvertes, les bibliothèques nationales présentent l'avantage de disposer de moyens substantiels pour assumer l'administration technique globale de l'infrastructure sur le long terme.

En Islande par exemple, l'archive ouverte Skemman²³, lancée initialement par la bibliothèque de l'université d'Akureyri en 2002, a gagné en importance à mesure que de nouveaux membres se sont joints au projet (le *Teachers' Training College* en 2006, l'université d'Islande en 2008) et que l'archivage et la conservation des thèses au format électronique ont été votées par le Conseil de l'université d'Islande (février 2008). Au prin-

temps 2008, la gestion du dépôt, qui s'appuie sur le logiciel libre DSpace, est confiée à la Bibliothèque nationale (National and University Library).

Autre exemple, cette fois en Finlande, où la Bibliothèque nationale a pris l'initiative de mettre en œuvre une solution technique, également adossée à l'outil DSpace, à partir de 2006. La plateforme Doria²⁴ a été adoptée par de nombreuses universités et l'ensemble des universités finlandaises de sciences appliquées. Les institutions qui ont choisi ce mode d'hébergement sont autonomes dans la sélection, la description et l'organisation des contenus²⁵. La Bibliothèque nationale, quant à elle, est chargée de la maintenance et des développements logiciels éventuels de Doria. Cette architecture centralisée a pour intérêt de fédérer des entreprises qui, sinon, resteraient éparpillées, peu lisibles et limitées.

Passer de multiples petits dépôts d'Open Access à un service national donne donc plus de force, de visibilité et de résonance aux publications déposées.

Aider les revues scientifiques à adopter le modèle de l'Open Access

L'auto-archivage dans des réservoirs numériques n'est cependant pas la seule voie préconisée par l'Initiative de Budapest (BOAI) pour réaliser le libre accès à la littérature scientifique. La BOAI 2 désigne en effet les revues dont l'accès n'est pas facturé, celles dont le financement est reporté vers l'amont pour couvrir les frais de production. Des bibliothèques nationales se sont engagées dans cette voie dite dorée (Gold Road) pour faciliter l'accès et mettre en exergue la recherche en

24. www.doria.fi

25. «Freedom in metadata formats, submission processes, etc. – Some control over branding – logos, colours, etc.», Esa-Pekka Keskitalo, «Open Repositories: Our Infrastructure Services for Libraries and Research Institutions», IFLA WLIC, 13 août 2012. En ligne : www.doria.fi/bitstream/handle/10024/78648/ifla_wlic_2012_keskitalo.pdf?sequence=1

21. Décret n° 94-3 du 3 janvier 1994 portant création de la Bibliothèque nationale de France.

22. <http://nzresearch.org.nz>

23. <http://skemman.is>

train de se faire dans et au-delà de leur pays.

La Bibliothèque nationale d'Australie a ainsi créé un service web, intitulé « Open Publish²⁶ », pour faire avancer l'édition de revues en Open Access. Elle a choisi le logiciel Open Source « Open Journal Systems » (OJS) pour héberger les contenus et aider les différents éditeurs à chaque étape de la démarche de migration, du processus d'évaluation jusqu'à la publication en ligne et l'indexation des articles. Slobodanka Graham²⁷, qui a travaillé en 2005-2006 à la libre publication en ligne de la revue *JASAL* (*Journal of the Association for the Study of Australian Literature*), souligne que la Bibliothèque nationale s'est lancée dans l'aventure afin d'offrir un espace aux éditeurs indépendants de taille petite ou moyenne, ne disposant d'aucune vitrine en ligne. L'ensemble de la revue est décrit et indexé pour être intégré au catalogue de la Bibliothèque nationale et enrichir ainsi les collections nationales. L'éditeur garde la main sur la ligne éditoriale et la composition de sa revue. La Bibliothèque fournit une aide technique et assure le développement du logiciel support (OJS). Elle s'est aussi engagée à archiver et transférer si nécessaire le contenu sur un autre médium. Si le système mériterait d'être modernisé à l'heure des applications nomades, Slobodanka Graham juge toujours aussi rigoureux le système de publication en ligne, indispensable quand il s'agit d'édition savante.

La Bibliothèque nationale de Serbie, qui a pour sa part lancé en 2005 le projet « doiSerbia », « attribue des identifiants DOI à un certain nombre de revues scientifiques serbes, dépose les métadonnées dans Crossref et diffuse les articles disponibles en open access. Cela a démarré avec un projet pilote autour de cinq revues [...]»²⁸.

Les bibliothèques nationales sont dans leur rôle quand elles donnent à des publications savantes le moyen d'atteindre un lectorat plus large et de maintenir leur diffusion, autrement dit quand elles s'efforcent de rendre concret cet idéal « d'un processus éditorial de qualité et le plus ouvert à tous²⁹ ». Toutefois, faciliter l'accès et œuvrer à la dissémination de la production scientifique ne sont pas tout.

Assurer un archivage pérenne des travaux scientifiques

Différents modèles d'Open Access coexistent aujourd'hui, les différents acteurs concernés ne font pas nécessairement les mêmes choix³⁰. Sur un plan technique, les formats changent, le spectre des matériaux concernés s'élargit (de plus en plus souvent, les chercheurs intègrent à leur réflexion des documents multimédias, des enregistrements sonores, des vidéos), les voies de dissémination sont nombreuses (archives ouvertes, revues libres, sites web, blogs). Dans ce contexte particulièrement mouvant, la conservation à long terme de la production scientifique – tant des données numériques que des publications – s'impose comme un enjeu majeur. La conservation s'entend non seulement comme archivage pérenne mais également comme garantie d'un continuum dans l'accès sans barrière.

Cette mission de préservation de la littérature scientifique peut être assurée par des bibliothèques nationales qui s'emploient par ailleurs à mettre en place des politiques de conservation du patrimoine numérique – dans la lignée des actions menées en vue de la conservation des documents collectés au titre du dépôt légal. Citons

l'exemple de la Bibliothèque nationale des Pays-Bas qui a développé l'*e-Depot*, défini comme environnement d'archivage numérique³¹, pour pérenniser l'accès au dépôt légal des publications électroniques néerlandaises, aux archives du web et aux versions masters des ressources qu'elle a numérisées. En coopération avec le DOAJ (*Directory of Open Access Journals*³²), la Bibliothèque nationale des Pays-Bas a initié en 2009 un projet d'archivage pérenne des articles publiés dans les revues en libre accès référencées par le répertoire³³. Sont aujourd'hui concernés par ce projet 650 éditeurs.

La Bibliothèque nationale d'Australie avec son programme PANDORA (Preserving and Accessing Networked Documentary Resources of Australia) et la Bibliothèque nationale de France qui archive le web français sont également deux établissements qui offrent de fait aux productions de libre accès l'opportunité d'être sauvegardées sur le long terme.

L'investissement des bibliothèques nationales dans ce dossier est essentiel pour que ne soient pas seulement prises en considération les ressources payantes d'accès restreint, qui pèsent sur les budgets documentaires des bibliothèques, mais bien l'ensemble de la littérature savante.

Les bibliothèques nationales, productrices de contenus Open Access

Des bibliothèques nationales, dont le cœur de mission est d'« enrichir et partager le patrimoine culturel³⁴ », s'attachent, comme nous l'avons vu précédemment, à seconder l'émergence de nouveaux modèles de communication scientifique, à rendre plus lisibles et pérennes les expériences d'édition

26. www.nla.gov.au/openpublish/index.php/index

27. Source : entretien avec Slobodanka (Bobby) Graham, 4 septembre 2013.

28. Michelle Pauli, entretien avec Biljana Kosanovic, « doiSerbia », *Open Access Success Stories* : www.oastories.org/2011/09/serbia-repository-doiserbia/#more-16

29. Ghislaine Chartron, « Une économie renouvelée de la publication scientifique », *Perspectives documentaires en éducation*, n° 62, 2005, p. 24.

30. Ne serait-ce qu'en Europe : le gouvernement du Royaume-Uni a annoncé le 16 juillet 2012 sa décision de parvenir à rendre accessible à tous la production scientifique financée par des fonds publics par la voie Gold. Le 23 octobre 2012, l'Irlande, elle, oblige les chercheurs à déposer dans une archive ouverte.

31. www.kb.nl/e-Depot

32. Géré par la société d'intérêt communautaire britannique « Infrastructure Services for Open Access » (IS4OA).

33. « Long-term preservation of Open Access Journals secured » : www.doaj.org/doaj?func=ne_ws&nId=188&uiLanguage=fr

34. www.bnf.fr/fr/professionnels/journees_poles_associes/a.14e_journee_poles_associes.html

en libre accès. Certaines s'inscrivent aussi dans le mouvement de l'Open Access en qualité de productrices et éditrices de contenus scientifiques. La mise en ligne des travaux de recherche des bibliothécaires eux-mêmes ainsi que la numérisation de sources imprimées participent au dynamisme et à « l'inexorable croissance de l'accès libre³⁵ ».

Une littérature scientifique et professionnelle en libre accès

Laura Bowering Mullen, dans son ouvrage *Open Access and its Practical Impact on the Work of Academic Librarians*³⁶, s'intéresse au libre accès du point de vue d'un bibliothécaire. Elle évoque les incidences que pourraient avoir le mouvement du libre accès sur la pratique quotidienne des professionnels en bibliothèque universitaire, en particulier sur le développement des collections et les services aux publics. Mais elle fait surtout remarquer combien leurs interventions sur l'Open Access auprès des chercheurs seraient plus percutantes et incitatives s'ils changeaient leurs propres habitudes de publication et pratiquaient l'auto-archivage de leurs travaux scientifiques.

Les personnels des bibliothèques nationales participent pleinement à la recherche dans les sciences de l'information et des bibliothèques. Ils sont partie prenante de l'organisation de colloques, journées d'étude, séminaires et expositions, publient des articles et autres communications scientifiques³⁷. La Bibliothèque nationale de France a ainsi choisi d'intégrer « l'accès libre et ouvert » dans sa « stratégie éditoriale ». En premier lieu, elle a créé dans l'archive nationale mul-

tidisciplinaire HAL un portail, *HAL-BnF*³⁸, qui permet le dépôt et la libre consultation des documents produits au sein de l'établissement. Les programmes de recherche et l'expertise scientifique des membres de l'établissement sont mis en valeur par la pratique du blogging scientifique : plusieurs carnets de recherche³⁹ sont alimentés sur *Hypotheses.org*⁴⁰, l'outil d'hébergement du Centre pour l'édition électronique ouverte⁴¹ (Cléo). Enfin, la BnF a décidé de travailler en partenariat avec cet acteur de l'édition libre en SHS pour rendre disponibles certains de ses ouvrages scientifiques sur *OpenEdition Books*⁴², plateforme dédiée aux collections de livres.

Ces différentes initiatives qui concourent à une plus vaste diffusion des savoirs permettent aux bibliothèques nationales de se positionner dans le débat sur les principes et la pratique de l'Open Access comme des interlocuteurs privilégiés – parce qu'expérimentés.

La mise à disposition en Open Access des ressources numérisées

Les bibliothèques nationales possèdent des collections documentaires de première importance et conduisent de nombreux projets de numérisa-

tion, que ce soit pour préserver des documents fragiles ou valoriser des ensembles significatifs. Cette pratique rencontre le besoin des chercheurs de disposer de toujours plus de données primaires, autrement dit de sources telles que des archives historiques, des statistiques, des enquêtes orales et des images, films et photographies. Le libre accès promet de surcroît une nouvelle dimension dans la réception du document numérisé, celle de la participation (dans le partage et l'échange).

Dans ce domaine, la Bibliothèque nationale de Singapour se révèle novatrice. Elle a ouvert en mars 2012 le portail *SingaporeMemory.sg*⁴³ qui a pour vocation de « capter et documenter les moments précieux et les souvenirs liés à Singapour ». Pour l'alimenter, elle fait appel notamment aux Singapouriens volontaires pour déposer leurs souvenirs personnels en ligne, sous forme de fichiers texte, image ou vidéo. Au moment du dépôt, les contributeurs doivent accepter les termes et conditions du « Singapore Memory Project » : ils consentent à ce que leurs souvenirs soient librement accessibles et autorisent la Bibliothèque nationale à réutiliser les fichiers dans un but non commercial, sous réserve de spécifier qui en est l'auteur : « *It is hoped that such open sharing and use of content will in turn help to breed new content and memories*⁴⁴. »

La Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande va plus loin encore puisqu'elle encourage les pratiques culturelles et créatives de réappropriation des contenus en organisant, avec DigitalNZ⁴⁵ et *Creative Commons Aotearoa New Zealand*⁴⁶, un concours

35. Pour reprendre le titre de l'article « L'inexorable croissance de l'accès libre » par l'Agence Science-Press, du 25 octobre 2012. www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2012/10/25/l'inexorable-croissance-l'accès-libre

36. Oxford, Chandos, 2010.

37. Les documents cités sont les suivants : « articles, pré-publications, chapitres d'ouvrages, actes de colloques, notices... ».

BnF, « Publications scientifiques de la BnF ». En ligne : www.bnf.fr/fr/la_bnf/strategie_recherche/a_publications_scient.html

38. Portail HAL-BnF : <http://hal-bnf.archives-ouvertes.fr>

39. « *Kalifa wa Dimna* : manuscrits à peinture du monde musulman au département des Manuscrits de la BnF et dans les collections mondiales » : <http://kwd.hypotheses.org> – « *Cartes et figures du monde* : histoire de la cartographie, cultures et savoirs géographiques » : <http://cartogallica.hypotheses.org>

– « *Jean-Baptiste d'Anville* : un cabinet savant à l'époque des Lumières » : <http://danville.hypotheses.org>

– « *Manuscrits japonais à peintures* : manuscrits japonais à peintures narratives de l'époque Edo dans les collections publiques françaises » : <http://manuscritsjaponais.hypotheses.org>

– « *MeDIan* : Les sociétés méditerranéennes et l'océan Indien » : <http://median.hypotheses.org>

– « *Ad vivum*. L'estampe et le dessin anciens de la BnF » : <http://estampe.hypotheses.org>

40. <http://hypotheses.org>

41. <http://cleo.openedition.org>

42. <http://books.openedition.org>

43. www.singaporememory.sg NDLR : voir aussi, dans ce numéro, l'article d'Isabelle Nyffenegger et Gene Tan, « Le Projet *Mémoire de Singapour* : se réapproprier le temps », p. 63-69.

44. Chris Tang, « Acquiring, organising and providing access to digital content : The Singapore Memory Project experience », National Library Board Singapore, IFLA 2013, 17-23 août 2013, p. 6.

45. Projet collaboratif dirigé par la National Library de Nouvelle-Zélande visant à promouvoir les collections numériques du pays et en permettre un accès facilité : www.digitalnz.org

46. <http://creativecommons.org.nz>

«Mix & Mash». La règle est que les participants réutilisent les données et/ou les contenus néo-zélandais libres de droits pour composer une œuvre nouvelle. Dans l'édition 2013, l'objectif annoncé est de recombinaison des fragments issus de matériaux différents (images, photos, enregistrements sonores) pour écrire une nouvelle histoire («*Mix & Mash 2013 is themed the "New Storytelling"*»⁴⁷) à l'instar du livre de contes numérique *What Happened?*⁴⁸ qui, au travail d'écriture et d'illustration, mêle des données textuelles (sur le climat, la faune, etc.) et de géolocalisation.

En assurant la diffusion en Open Access des œuvres de l'esprit, les bibliothèques nationales permettent aux citoyens d'exprimer leur créativité. Se retrouve ici l'idée d'Hervé Le Crosnier de science participative, quand «*le public recueille les données de la science, participe à la publication scientifique et réutilise le savoir*»⁴⁹. Les bibliothèques

nationales poursuivent en cela l'idéal d'un «*nouvel ordre démocratique*»⁵⁰.

Comme le soulignait en 2010 Bas Savenije, «*[i]l a souvent été dit que les bibliothèques nationales n'étaient pas en position de soutenir le libre accès, parce qu'elles sont dans une relation de dépendance vis-à-vis des éditeurs dont elles reçoivent les publications pour mener à bien leur mission de collecte du dépôt légal*»⁵¹. Mais le libre accès ne peut pas être assimilé à un combat contre les éditeurs. D'ailleurs, les bibliothèques nationales ne sont pas restées à l'écart du mouvement pour l'Open Access, sans pour autant jamais entrer dans une logique conflictuelle. Elles soutiennent la nécessité de l'OA sur un plan politique, elles font bénéficier les acteurs du livre de leur expertise technique, elles libèrent leurs propres

ressources. Aujourd'hui, la question n'est donc plus de savoir pourquoi les bibliothèques nationales favoriseraient le libre, mais comment elles s'y prennent pour ce faire.

Il faut cependant noter que les bibliothèques nationales se retrouvent aux côtés d'une multiplicité d'autres acteurs pour porter ce débat sur la scène internationale⁵². Plus cette dimension collaborative de l'Open Access sera approfondie, plus les données libérées pourront atteindre une certaine masse critique, acquérant en conséquence une réelle valeur pour tout chercheur et tout citoyen. ●

Octobre 2013

47. www.mixandmash.org.nz/about-mix-and-mash

48. <http://whathappened.co.nz>

49. Régis F. Stauder, «*De l'Open access à la science participative : un enjeu*

démocratique», *Blog Lecteurs* de la Bibliothèque nationale de France, 23 octobre 2013 : <http://blog.bnf.fr/lecteurs/index.php/2013/10/de-lopen-access-a-la-science-participative-un-enjeu-democratique>

50. *Ibid.*

51. Bas Savenije, «*Open Access : Challenges for National Libraries*», *op. cit.*

52. Il n'y a qu'à regarder la liste des membres de l'association de bibliothécaires SPARC Europe – version européenne de SPARC promue par la Ligue des bibliothèques européennes de recherche (LIBER) : <http://sparceurope.org>. Figurent aux côtés de très nombreuses universités, de plusieurs instances nationales de recherche et de quelques éditeurs Open Access, la Bibliothèque royale du Danemark, la National Library of Finland, la National Library of The Netherlands et la National Library of Sweden.